

Le principe démocratie à l'épreuve

Par **Alain CAMBIER**

Docteur en philosophie, chercheur associé UMR 8163

« Savoirs, textes, langage »

Professeur en classes préparatoires, Faidherbe-Lille

Lors d'un récent débat entre Alain Badiou et Marcel Gauchet¹, la question de la démocratie s'est imposée de manière incontournable. Les deux protagonistes se sont trouvés d'accord pour constater la crise aiguë qu'elle traverse aujourd'hui². Faut-il donc désespérer de la démocratie et la considérer comme une mystification politique spécifiquement entretenue par le capitalisme ou, au contraire, la tenir pour le requisit fondamental de l'action politique ? Face à l'épreuve du terrorisme, le 11 janvier 2015 est apparu comme un ressourcement. Il a permis de redécouvrir le principe même qui sous-tend toute démocratie : la puissance d'un peuple se manifestant à lui-même, au nom de valeurs universelles.

Réduire la démocratie à une institution politique créée de toutes pièces par le capitalisme, en vue de servir ses intérêts, relève d'une simplification abusive³. S'il est incontestable que la démocratie subit une crise majeure, il serait tout aussi grave d'appeler à sa disparition, en même temps que celle du capitalisme... La question est bien de savoir si la démocratie n'est qu'un épiphénomène ou si elle renvoie à une logique politique profonde qui se déduit de l'essence même de l'action politique. Comme l'affirmait Marcel Gauchet, en s'opposant à son interlocuteur, « il existe une indépendance de principe de la démocratie ».

L'aspiration à la démocratie est antérieure au capitalisme

Il est tout à fait erroné de considérer que la démocratie ne serait que le fruit du libéralisme et que son développement trouverait sa source dans l'essor du capitalisme. Le principe démocratie exprime l'idéal d'autonomie des membres de toute société humaine. Il signifie que le destin d'un peuple ne relève pas d'instances hétéronomes, mais que les « maîtres du sens » sont les citoyens eux-mêmes. Dès l'Antiquité, Athènes avait ouvert la voie à ce principe démocratie en faisant reposer le pouvoir sur l'*Ecclesia*, l'assemblée des citoyens. Quant à la notion de *parlamentum*, elle renvoie au mode de fonctionnement des villes autocéphales de l'époque médiévale. Comme l'illustre au XVI^{ème} siècle l'œuvre de la Boétie, *De la servitude volontaire*, la conscience que la clé du pouvoir se situe entre les mains du peuple s'impose antérieurement au capitalisme. Même refoulée comme une pensée de « derrière la tête », cette thèse se retrouve en écho dans les *Discours sur la condition des Grands* de Pascal, au XVII^{ème} siècle. La Modernité se

caractérise par un renversement décisif que cristallise la notion de contrat social : le passage de sociétés humaines tributaires de la loi d'un Autre divin à la prise en compte du Peuple comme auteur et acteur de son organisation sociale. Cette prise de conscience explique l'essor du parlementarisme dans des régimes traditionnellement monarchiques et s'accomplit par la mise en place du suffrage universel. Les liens à établir entre démocratie et capitalisme ne peuvent donc être qu'ambivalents. Le capitalisme lui-même ne peut être interprété comme une entité homogène : il se caractérise par l'apparition d'une économie monétaire fondée sur le privilège accordé à la valeur d'échange et à une logique de profit, mais il est aussi articulé, par exemple, sur le développement scientifique et technique qui concurrence l'autorité de la parole magico-religieuse, tout comme il invente des formes sociales nouvelles. La condition salariale a été accouchée dans la douleur, à la suite du mouvement des « *enclosures* » qui a entraîné la multiplication des travailleurs prétendus « libres »⁴. Le salariat est alors devenu la clé spécifique de l'extorsion de la plus-value ; mais, en même temps, cette condition salariale est aussi apparue comme une véritable source d'émancipation individuelle et les femmes qui sont entrées, à leur tour, massivement sur le marché du travail salarié ont expérimenté, depuis plus de trente ans, ce que l'histoire de la condition salariale avait appris en trois siècles : l'exposition à l'exploitation de la force de travail humaine salariée permet aussi de gagner en autonomie individuelle. Le libéralisme a lui-même été une doctrine à la fois économique et politique qui a valorisé la défense de la personne individuelle et la revendication d'un État de droit. Certes, le capitalisme peut s'accommoder de régimes autoritaires, mais le principe démocratie a aussi trouvé en son sein des éléments nécessaires pour s'accomplir concrètement. Les crises du capitalisme peuvent impliquer aussi bien un recul qu'un élargissement de la démocratie⁵.

¹ Cf. *Que faire ? Dialogue*, éd. Philo éditions, 2014.

² Cf. pp. 79 & 81.

³ Cette thèse est défendue par Alain Badiou : « La démocratie représentative est constitutivement sous l'autorité du capital », *op. cit.* p. 78.

⁴ Cf. Karl Polanyi, *La Grande transformation*, chap. 3 : « *Habitation contre amélioration* », éd. Gallimard, 1983.

⁵ Cf. le dernier ouvrage de Jeremy Rifkin, *La Nouvelle société du coût marginal*

La crise actuelle de la démocratie

Incontestablement, la démocratie est aujourd'hui en crise et celle-ci présente au moins trois aspects : une crise de la « -cratie », une crise du « *démos* » et une crise du rapport entre « *démos* » et pouvoir politique. Le premier problème est bien celui de la dépréciation du politique, confronté à une impuissance chronique. L'idée même d'une alternance politique semble avoir perdu de son sens : la différence entre la gauche et la droite est devenue très rhétorique. Dès le moment où la politique privilégie exclusivement le *gerere* plutôt que l'*agere*, l'horizon des possibles se réduit comme peau de chagrin. Gauche comme droite se soumettent aux fourches caudines des livres de compte budgétaires, en renonçant totalement à toute initiative politique pour sortir de l'impasse. Ainsi, le réformisme est devenu une caricature en devenant le bras armé du néo-libéralisme. Ce dernier est également responsable de la remise en question des valeurs du droit par un État qui ne jure plus que par des techniques d'optimisation efficiente. Non seulement l'État-Providence est discrédité, mais l'enseignement, la santé, les secours publics et même certaines missions régaliennes de l'État sont désormais soumis aux critères du secteur privé. En outre, la démocratie souffre également d'une crise du « *démos* » qui se trouve contaminé par « les eaux glacées du calcul égoïste ». Nous assistons au développement d'une « société de marché » où triomphe la logique de l'hédonisme individualiste et de la maximisation des intérêts personnels. Alors que la personne individuelle est le fruit d'un patient processus éducatif d'individuation qui permet d'acquérir la réflexivité nécessaire pour affirmer son originalité, l'individu post-moderne se présente comme une donnée de fait, sûr de son ego et de ses caprices, se livrant à un consumérisme sans vergogne et tournant le dos à toute réflexion critique et, par là même, à tout esprit de citoyenneté. À cette tendance vient se greffer l'idéologie de la peur, entretenue notamment par l'extrême droite : la peur est une passion triste qui esseule et fait vivre les individus dans la constante méfiance de l'autre. Elle contribue à produire des êtres repliés sur eux-mêmes, intolérants et hostiles à la démocratie. La conscience qu'une société humaine forme nécessairement un tout pluriel s'estompe et les possibilités mêmes de toute « sociation »⁶ innovante s'amenuisent. Le *démos* ne semble plus être que la caricature de lui-même : un hydre à mille têtes irréfléchies. Aussi, le rapport entre le peuple et le pouvoir apparaît à ce point distendu qu'il fait place au malentendu. La tentation est alors soit celle de la licence qui prétend revendiquer des droits sans aucun devoir en contrepartie, soit celle de s'en remettre à un régime prétendument « fort » : en un mot, soit la diversité sans l'unité, soit l'unité sans la diversité.

zéro, éd. Les liens qui libèrent, 2014.

⁶ Cf. Le concept de *Vergessenschaftung* chez Weber et Simmel ou celui de *transindividuation* chez Gilbert Simondon.

Le ressourcement démocratique et l'esprit du 11 janvier 2015

Mais, comme elle est au principe de toute action politique, la démocratie est toujours capable de renaître de ses cendres. Elle révèle que le corps politique n'est pas seulement un corps-objet institutionnalisé : celui-ci s'articule sur un corps-sujet, un corps politique incarné. Ce n'est plus alors le peuple qui se représente dans le pouvoir établi mais, au contraire, le pouvoir institué qui retrouve son principe de légitimité originaire dans le peuple, quand celui-ci s'appresente à lui-même. Telle est bien la leçon du 11 janvier 2015 : face à l'épreuve du terrorisme perpétré par le fanatisme religieux, la puissance de ressaisissement des démocrates l'emporte sur les facteurs de dispersion et manifeste au plus haut point le dynamisme de la vie démocratique. Montesquieu soulignait déjà que tout gouvernement n'est qu'une institution formelle sans un principe d'animation, un « esprit » qui s'enracine dans les mœurs de sa population, et il imaginait lui-même la vigueur d'un principe démocratie fondé sur la liberté d'expression : « Les nations libres sont superbes... Leurs écrits satiriques seraient sanglants ; et l'on verrait bien des *Juvénals* chez eux, avant d'avoir trouvé un *Horace* »⁷. Le 11 janvier dernier, l'immense rassemblement de ces femmes, hommes et enfants, a rendu visible l'esprit même du peuple et laissé entrevoir la condition transcendante de tout corps politique institué en son nom. Il a témoigné de la capacité d'une multitude à manifester son « ipsité » – son identité réfléchie⁸ – pour la défense de valeurs universelles irréfragables. Tous ces anonymes aussi différents, et répondant pourtant au même nom de *Charlie*, sont descendus dans la rue pour rappeler que la République s'articule sur la capacité des citoyens à s'apparaître à eux-mêmes comme principe. Au-delà de la défense de la liberté d'expression, ils témoignaient en masse de l'expression de la liberté. Comme le soulignait Hannah Arendt, « l'espace d'apparence commence à exister dès que les hommes s'assemblent dans le mode de la parole et de l'action ; il précède par conséquent toute constitution formelle du domaine public et des formes de gouvernement, c'est-à-dire des diverses formes sous lesquelles le domaine public peut s'organiser »⁹. C'est l'expérience démocratique du déploiement actif de cet espace d'apparence, fait à la fois d'unité et de diversité, qui insuffle sa véritable puissance aux institutions républicaines. ■

⁷ Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, Livre XIX, chap. 27, éd. La Pléiade, II, p. 583.

⁸ Sur la distinction entre l'identité-*idem* et l'identité-*ipse*, cf. Paul Ricoeur, *Soi-même comme un Autre*, éd. du Seuil, 1990.

⁹ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, chap. 5 : La puissance et l'espace de l'apparence, in *L'Humaine condition*, éd. Quarto/Gallimard, 2012, pp. 220-226.